

ተ.ጽዝላኔ፣ ሰርዓተ
ተ.ጭ.ፅተ ፣ ተ.ጭ.ጸተ ለተጻፀ
ለተለፀ. ተ.ፀ.ፀተ ለተጻፀ.ፅተ
ተጻፀ.ፀተ ፣ ፀ.ፀተ ጸተ.ፀተ ለተጻፀ
ለተለፀ. ተ.ፀ.ፀተ ለተጻፀ.ፅተ



المملكة المغربية
وزارة السياحة والصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي والتضامني
كتابة الدولة المكلفة بالصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DE PRIX

N° 01/F/2025

RELATIF AU MARCHE RECONDUCTIBLE

Ayant pour objet :

**Location de véhicules avec et sans chauffeurs, sans fourniture de carburant et de
lubrifiant, pour le compte du Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de
l'Economie Sociale et Solidaire en lot unique.**

En application des dispositions de l'article 8, de l'article 19 du paragraphe I-1 alinéa a et du paragraphe I-3 alinéa b et de l'article 20
paragraphe 1 et paragraphe 3 alinéa b du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Sommaire

CHAPITRE I: CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	6
ARTICLE I-1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL	6
ARTICLE I-2 : MAITRE D'OUVRAGE	6
ARTICLE I-3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE I-4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE RECONDUCTIBLE.....	6
ARTICLE I-5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX	6
ARTICLE I-6: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE	8
ARTICLE I-7: PIECES MISES A LA DISPOSITION DU CONCURRENT	8
ARTICLE I-8: ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE I-9: NANTISSEMENT	9
ARTICLE I-10 : SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE I-11 : DELAI D'EXECUTION ET DUREE DE RECONDUCTION	9
ARTICLE I-12 : NATURE DES PRIX	10
ARTICLE I-13 : CARACTERE DES PRIX	10
ARTICLE I-14: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	10
ARTICLE I-15 : RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE I-16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	10
ARTICLE I-17 : CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE MISE EN CIRCULATION	11
ARTICLE I-18 : MODALITES DE REGLEMENT	12
ARTICLE I-19 : RECEPTION PARTIELLE ET DEFINITIVE.....	12
ARTICLE I-20 : PENALITES POUR RETARD	13
ARTICLE I-21: REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE RECONDUCTIBLE	13
ARTICLE I-22 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	13
ARTICLE I-23 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE :	13
ARTICLE I-24 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	14
ARTICLE I-25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES :	14
ARTICLE I-26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS	15
ARTICLE I-27 : RESILIATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE	15
ARTICLE I-28 : MESURES COERCITIVES	15
ARTICLE I-29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	15
ARTICLE I-30 : SECRET PROFESSIONEL	15
ARTICLE I-31 : CAS DE FORCE MAJEURE	16
ARTICLE I-32: PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE	16
ARTICLE I-33 : AVANCES.....	16
CHAPITRE II: CLAUSES TECHNIQUES	17
ARTICLE II-34 : DESCRIPTION TECHNIQUES DE LA PRESTATION.....	17
ARTICLE II -35 : LES PRESTATIONS ACCESSOIRES ET COMPLEMENTAIRES	22
ARTICLE II 36 : TACHES ET QUALIFICATIONS DES CHAUFFEURS	27
CHAPITRE III: BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF	29

Préambule du cahier des prescriptions spéciales

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert international sur offre de prix en application des dispositions de l'article 8, de l'article 19 du paragraphe I-1 alinéa a et du paragraphe I-3 alinéa b et de l'article 20 paragraphe 1 et paragraphe 3 alinéa b du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire - Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire -, représenté par le Chef de la Division de la Gestion du Budget et des Outils Généraux, désigné ci-après par le terme "Maître d'Ouvrage".

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques:

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte:

Je soussigné..... (nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Affilié à la CNSS sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire..... (postal, bancaire ou à la TGR) numéro :.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

2) Cas de l'auto-entrepreneur:

Je soussigné..... (nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:
Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) numéro :.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire ».

B- Pour les personnes morales:

1) Cas des sociétés:

Je soussigné..... (nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;
(raison sociale et forme juridique), au capital social de:
Numéro téléphone:
Numéro du fax:
Adresse électronique:
Adresse du siège social de la société:
Affiliée à la CNSS, sous le numéro :
Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro:
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) numéro.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

2) Cas des coopératives ou union des coopératives:

Je soussigné..... (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte
de..... (raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives),
au capital social de
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;
Numéro de téléphone: Numéro du fax:
Adresse électronique:
Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives:
Adresse du domicile élu:
Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro
Affiliée à la CNSS sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) numéro :

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

C- Cas d'un groupement.

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention.....(les références de la convention).....

1- Membre (1):

M. Qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

Ouvert auprès de

2- Membre (2) :

M.

(Servir les renseignements le concernant)

~

~

3- Membre (n) :

M.

(Servir les renseignements le concernant)

~

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant :

M..... (Prénom, Nom et Qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... Ouvert auprès.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

D'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

CHAPITRE I: CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE I-1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Le présent marché reconductible passé par appel d'offres ouvert international sur offre de prix ayant pour objet « Location de véhicules avec et sans chauffeurs, sans fourniture de carburant et de lubrifiant, pour le compte du Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire en lot unique ».

ARTICLE I-2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire - Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire -, représenté par le Chef de la Division de Gestion du Budget et des Outils Généraux.

ARTICLE I-3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIEU D'EXECUTION

a- Consistance de la prestation :

Les prestations objet du marché reconductible issu du présent appel d'offres ouvert international sur offres de prix consistent en la location de véhicules avec 3 (trois) chauffeurs, sans fourniture de carburant et de lubrifiant, pour le compte du Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire, ainsi que les prestations qui lui sont accessoires et complémentaires.

La description technique et la consistance de la prestation objet du présent appel d'offres est indiqué au niveau du **chapitre II -Clauses Techniques**.

b- Lieu d'exécution

Le titulaire du marché s'engage à assurer les prestations objet dudit marché reconductible au niveau des locaux des services centraux du Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire sis à Avenue Mae Alaynaine, Haut Agdal - Rabat Instituts - BP 6435, Rabat, Maroc.

ARTICLE I-4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Les documents et pièces incorporés au marché sont énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des prescriptions spéciales ; complété par l'offre technique
3. Le bordereau de prix- détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service, portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE I-5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

- La loi n° 112.13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.
- La loi n° 114-13 relative au statut de l'auto-entrepreneur.
- La loi 112-12 relative aux coopératives.
- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Dahir n°1-00-91 du 15 février 2000 portant promulgation de la loi n°17-97 sur la protection de la propriété intellectuelle.
- Dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code de travail.
- Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Décret 2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat ;
- Décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret n°2-14-272 du 14 rejeb 1435(14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics.
- Arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 1495.19 du 3 mai 2019 relatif aux modalités de dépôt et d'échange des documents nécessaires pour la certification du service fait.
- La Circulaire du Chef du gouvernement n° 15-20-cab du 21 moharrem 1442 (10 septembre 2020) concernant l'opérationnalisation de la préférence nationale et l'encouragement des produits marocains, dans le cadre des marchés publics.
- La circulaire du Premier Ministre n° 397 du 27 Moharrem 1401 (5 décembre 1980), relative aux assurances des risques situés au Maroc ;
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de l'ouverture des plis.

Le titulaire ne pourra en aucun cas, invoquer à son profit l'ignorance des dispositions de ces documents.

ARTICLE I-6: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et ce conformément à l'article 142 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023).

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante jours (60) à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 143 dudit décret. Toutefois, ce délai peut être prorogé en application de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai susvisé, lui proposer par voie recommandée avec accusé de réception, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours, l'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti.

L'approbation des marchés ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

ARTICLE I-7: PIECES MISES A LA DISPOSITION DU CONCURRENT

Conformément à l'article 11 du CCAG-EMO, après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet au titulaire, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article N° I-4 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de service, portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO).

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

ARTICLE I-8: ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

En application des dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement et rappelé dans le préambule du marché.

En cas de changement de domicile, le titulaire doit aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE I-9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir n° 1-15-O5 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1°) la liquidation des sommes dues par : Le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire - Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire -, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Division de Gestion du Budget et des Outils Généraux ;

2) Au cours d'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage par le titulaire de marché ou le bénéficiaire des nantissemements ou subrogations et sont établis sous sa responsabilité.

3) Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché dont les conditions prévues par l'article 8 de la loi n°112-13

4) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Ministériel-Tourisme, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

5) Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" ou copie conforme du marché et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché ainsi que de « l'exemplaire unique » remis au titulaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE I-10 : SOUS-TRAITANCE

Le corps d'état principal du présent marché est constitué par le prix n° 01, le prix n° 02, le prix n° 03 et le prix n° 04, et ne peuvent pas faire l'objet de la sous-traitance.

ARTICLE I-11 : DELAI D'EXECUTION ET DUREE DE RECONDUCTION

Conformément à l'article 8 du décret 2-22-431 du 2023, le présent marché est conclu pour une durée d'une année, il sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de 05 (Cinq) années consécutives.

La durée du marché reconductible court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

Toutefois, la non reconduction du présent marché peut être prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis de (3) trois mois envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-reconduction, le marché reconductible est résilié.

ARTICLE I-12 : NATURE DES PRIX

Conformément à l'article 14 du Décret n°2-22-431 du 2023, le présent marché est passé par appel d'offres à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE I-13 : CARACTERE DES PRIX

Conformément à l'article 15 du Décret n°2-22-431 du 2023, le présent marché est passé à prix ferme. Toutefois si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la prestation y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfice et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation.

ARTICLE I-14: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Conformément à l'article 24 du décret 2-22-431 du 2023, le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Vingt Cinq Mille Dirhams (25 000,00 dhs)**.

Conformément à l'article 12 du CCAG-EMO, le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché.

La libération du cautionnement définitif est libérée à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive.

ARTICLE I-15 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article 40 du CCAG-EMO, aucune retenue de garantie n'est prévue dans le cadre du marché.

ARTICLE I-16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Avant le commencement de la réalisation des prestations citées en objet, le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, une attestation délivrée par un établissement agréé à cet effet, conformément à l'article N° 20 du CCAG-EMO, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité.

ARTICLE I-17 : CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE MISE EN CIRCULATION

➤ Conditions de mise en circulation

Avant tout commencement de l'exécution de la prestation objet du présent appel d'offres, le prestataire s'engage à livrer des véhicules en très bon état de fonctionnement et immatriculés, avant la date d'effet communiquée par un ordre de service de commencement.

Tous les véhicules doivent être en parfait état de fonctionnement. Il s'engage à fournir la livraison de tous les documents nécessaires à la mise en circulation des véhicules.

En cas de non-conformité du véhicule avec les spécifications exigées par le maître d'ouvrage, ce dernier indique sur le procès-verbal de livraison les éléments de non-conformité et son refus de prendre la livraison.

L'enlèvement et le remplacement des véhicules reconnus non conformes incombent au prestataire.

Le prestataire se chargera des formalités administratives liées à la livraison des véhicules.

➤ Documents de bord

Chaque véhicule mis à la disposition du maître d'ouvrage devra être livré avec les documents suivants :

- Carte grise des véhicules immatriculés :
- Vignette aux dates requises (le cas échéant récépissé de WW) ;
- Décision de circulation le cas échéant
- Attestation d'assurance tout risque
- Contrat de location
- Procès-verbal de réception
- Manuel d'utilisation pour les conducteurs (carnet d'entretien et d'assistance)
- Les documents de mise en route
- Accessoires

Chaque véhicule devra être livré avec les accessoires suivants :

- Double clé de contact
- Cric
- Manivelle
- Clef de roue
- Roue de secours
- Extincteur
- Triangle de panne
- Gilet réfléchissant

Les extincteurs doivent être changés avant l'expiration de leur durée de vie.

ARTICLE I-18 : MODALITES DE REGLEMENT

Les sommes dues au titulaire du présent marché, seront ordonnancées conformément aux dispositions du décret royal n°330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique, et virées au compte bancaire du titulaire.

Le règlement des prestations réalisées sera effectué trimestriellement sur la base des décomptes, en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées et régulièrement constatées conformément à l'article 37 du CCAG- EMO.

Le paiement sera effectué trimestriellement et à terme échu, après réception des prestations conformément à l'article 21 ci-dessous, le titulaire doit déposer électroniquement sur la plateforme du système GID, conformément à la réglementation en vigueur la facture décrivant les prestations effectuées et indiquant les quantités réalisées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire de service seront versées au compte bancaire du titulaire indiqué dans son acte d'engagement et rappelé dans le préambule du marché reconductible.

ARTICLE I-19 : RECEPTION PARTIELLE ET DEFINITIVE

A l'issue de la procédure de vérification des prestations du présent marché prévu à l'article 47 du CCAG EMO, Il sera procédé à la réception partielle des prestations réalisées, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels du marché reconductible conformément à l'article 49 du CCAG EMO.

1. RECEPTION PARTIELLE DES PRESTATIONS

A la fin de chaque trimestre, du présent marché reconductible, il sera procédé à la réception partielle des prestations réalisées objet dudit marché, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels du marché reconductible conformément à l'article 49 du CCAG EMO

2. RECEPTION DEFINITIVE ANNUELLE DES PRESTATIONS

A la fin de chaque année budgétaire du présent marché reconductible, il sera procédé à la réception définitive des prestations réalisées objet dudit marché, la dernière réception partielle de chaque année tient lieu la réception définitive annuelle, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels du marché reconductible conformément à l'article 49 du CCAG EMO.

3. RECEPTION DEFINITIVE DES PRESTATIONS

A la fin de la durée du présent marché reconductible, il sera procédé à la réception définitive des prestations réalisées objet dudit marché, la dernière réception annuelle définitive tient lieu la dernière réception définitive du marché reconductible, si le titulaire a bien rempli ses engagements contractuels du marché reconductible conformément à l'article 49 du CCAG EMO

ARTICLE I-20 : PENALITES POUR RETARD

En application de l'article 42 du CCAG-EMO, en cas de retard dans l'exécution des prestations dans le délai prescrit, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 01 ‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10%) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE I-21: REVISION DES CONDITIONS DU MARCHE RECONDUCTIBLE

A la fin de chaque année, chacune des deux parties contractantes peut demander la révision des conditions du marché reconductible conformément à l'article 8 du décret n°2-22-431 du 2023 précité relatif aux marchés publics et l'article 36 du CCAG-EMO applicable aux marchés de services. Cette révision est introduite par avenant. Si aucun accord n'interviendrait sur cette révision, le marché est résilié.

ARTICLE I-22 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Utiliser les véhicules en respectant toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant la circulation, la garde et l'utilisation des véhicules loués et veillera à ne confier la conduite des véhicules qu'à des détenteurs d'un permis de conduite de la catégorie appropriée ;
- Designier des interlocuteurs en mesure de prendre les décisions nécessaires sans retard ;
- S'acquitter des montants des redevances conformément aux clauses et conditions dudit marché.
- La communication au prestataire du planning mensuel détaillant les horaires de travail, le périmètre d'intervention ainsi que l'étendue des navettes pour les villes et les régions sera assurée par le maître d'ouvrage

ARTICLE I-23 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE :

Le titulaire devra :

- ✓ Assurer toutes les opérations contractuelles ;
- ✓ Exiger à ce que son personnel ait de bonnes relations avec les interlocuteurs du maître d'ouvrage,
- ✓ Soumettre ses véhicules à des contrôles réguliers et fréquents pour s'assurer du bon fonctionnement de tous les organes notamment les dispositifs de sécurité ;

- ✓ Le prestataire s'engage à assurer le déplacement du ou des véhicules depuis les locaux de l'administration afin de réaliser les opérations d'entretien desdits véhicules.
- ✓ Remplacer tout véhicule ne répondant pas aux normes de : Sécurité, Environnement, Bon fonctionnement, Confort,
- ✓ Le prestataire s'engage à mettre à la disposition du maître d'ouvrage les effectifs des chauffeurs demandés, après notification de l'ordre de service de commencement ;
- ✓ Le prestataire doit, préalablement à sa mise à disposition, informer le chauffeur des tâches précises et de l'environnement du travail à effectuer ;
- ✓ Le prestataire garantit au maître d'ouvrage que le personnel mis à sa disposition se conformera aux règles de l'organisation du travail au sein du SECA, aux horaires ainsi qu'à la discipline ;
- ✓ Dans l'exécution de ses services, le prestataire demeurera entièrement responsable de la gestion administrative du personnel mis à la disposition du maître d'ouvrage. Les chauffeurs font partie intégrante du personnel du prestataire qui est seul responsable du respect de la législation sociale en vigueur au Maroc. A cet égard, le prestataire s'engage à faire bénéficier chaque chauffeur mis à la disposition du maître d'ouvrage de toutes les protections prescrites par cette législation en faveur des travailleurs (déclaration à la CNSS, AMO, assurance contre les accidents de travail, allocations familiales, ...) ;
- ✓ En cas d'accident grave survenu à un chauffeur pendant l'exécution de ses tâches, le prestataire s'oblige à transporter à ses frais l'accidenté à l'hôpital le plus proche, à s'assurer qu'il y recevra les soins appropriés et que les documents requis à cet effet seront présentés aux organismes concernés. Il incombe au prestataire d'entreprendre toutes les démarches nécessaires, y compris de remplir les formulaires d'accident du travail et d'obtenir la prise en charge par la CNSS. En cas d'accident nécessitant un transport d'urgence, les services du maître d'ouvrage pourraient, après information et accord du prestataire, faire transporter le blessé par l'ambulance ou les services de santé dans l'hôpital le plus proche ;

ARTICLE I-24 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 6 du CCAG- EMO Le prestataire de service doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE I-25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES :

A- Retenue à la source applicable aux titulaires non-résidents

Une retenue à la source au titre :

- De l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, appliquée aux concurrents étrangers non installés au Maroc, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 117 § III du CGI.
- De la TVA au taux de 20%.

B- Retenue à la source applicable aux titulaires résidents

La retenue à la source est opérée à hauteur de 75% du montant de la TVA, au titres des opérations de prestations de services visées à l'article 89-I (5°, 10° et 12°) du CCGI figurant sur la liste B annexée au décret n° 2-06-574 pris pour l'application de la TVA.

ARTICLE I-26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Conformément aux dispositions de l'article 162 du décret n° 2-22-431 du 2023, tout intervenant dans les procédures de passation des marchés, à quelque titre que ce soit, doit préserver son indépendance vis-à-vis des concurrents et s'abstenir d'accepter de leur part tout avantage ou gratification ou d'entretenir avec eux toute relation de nature à compromettre son objectivité et son impartialité.

ARTICLE I-27 : RESILIATION DU MARCHE RECONDUCTIBLE

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 du (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics et les articles 27 à 33 et 52 du CCAG - EMO.

ARTICLE I-28 : MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché, il est appliqué les dispositions des mesures coercitives de l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE I-29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre du CCAG - EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE I-30 : SECRET PROFESSIONNEL

Conformément aux dispositions de l'article 160 du décret n° 2-22-431 du 2023, tout intervenant dans la procédure de passation du marché est tenu au secret professionnel,

ARTICLE I-31 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 32 du CCAG- EMO, notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeur sont définis comme suit :

- La neige : 50 cm ;
- La pluie : 140 mm ;
- Le vent : 120 Km/h ;
- Le séisme : 5,5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE I-32: PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE

Le titulaire s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue du commun lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région

ARTICLE I-33 : AVANCES

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total de la première année, si ce montant est supérieur ou égal à cinq cent mille (500.000) dirhams toutes taxes comprises (TTC) et le délai d'exécution est supérieur ou égal à quatre (4) mois.

Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnelle est solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché.

Le montant de l'avance n'est pas révisable. Il ne peut être modifié même à l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué conformément à l'article 8 dudit décret n° 2-14-272

CHAPITRE II: CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE II-34 : DESCRIPTION TECHNIQUES DE LA PRESTATION

Dans le cadre du marché reconductible issu du présent appel d'offres, le prestataire doit mettre à la disposition du Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire, les véhicules en état neuf avec trois (3) chauffeurs, sans carburant et lubrifiant.

Les véhicules proposés dans le cadre du présent appel d'offres doivent être conformes aux caractéristiques techniques obligatoires minimales détaillées ci-dessous :

Désignation	Quantités
Véhicule de tourisme de luxe diesel sans chauffeur et sans carburant et lubrifiant	01
Véhicules de tourisme diesel SUV <u>avec trois (03) chauffeurs</u> , et sans carburant et lubrifiant	03
Véhicules de tourisme diesel SUV sans chauffeur et sans carburant et lubrifiant	04
Véhicule de tourisme Monospace sans chauffeur et sans carburant et lubrifiant	01

Prix n° 1 : Un (1) Véhicule de tourisme de luxe diesel sans chauffeur et sans carburant et lubrifiant :

A- MOTORISATION

- Cylindrée : 1.995 cm³
- Puissance DIN : 197 ch 40000
- Energie : Diesel
- Puissance fiscale 8 cv
- Architecture 4 cylindres en ligne
- Couple maxi. 400 Nm,

B- SECURITE

- Airbags : 2 Frontaux AV, 2 Latéraux AV, 2 Rideaux AV/AR
- Système d'antiblocage des roues ABS
- Contrôle de freinage en courbe
- Contrôle dynamique des freins (DBC)
- Protection active
- Contrôle dynamique de stabilité (DSC)
- Détecteur de somnolence

- Capteur de chocs
- Frein de stationnement électromécanique
- Trousse de 1er secours + Triangle de signalisation
- Détecteur de pluie & allumage automatique des phares
- Modes de conduite : Confort, Sport, ECO PRO
- Fixation Isofix pour sièges enfants
- Détecteur de crevaison
- Roue de secours compacte

C- CONFORT

- Boîte de vitesse Steptronic à basculeurs de changement de vitesse
- Parking assistant
- Active Guard
- Ecran d'information de 12,3 entièrement numérique
- Navigation GPS
- Prise électrique 12 V & USB type C
- Climatiseur automatique avec réglage à 4 zones

D- DESIGN

- Jante 19'' en alliage
- Projecteur Advanced Full LED à technologie matricielle
- Toit panoramique fixe en verre
- Réglage électrique des sièges avant avec mémoire pour conducteur
- Assistant directionnel et de contrôle de la trajectoire
- Régulateur de vitesse actif
- Assistant de limitation de vitesse automatique
- Avertisseur de franchissement de ligne actif
- Avertisseur de collision avant avec freinage d'urgence
- Parking Assistant Professional y compris caméras Surround view 360°

Prix n° 2 : Trois (03) Véhicules de tourisme SUV Diesel avec trois (03) chauffeurs, et sans carburant et lubrifiant

A- Motorisation:

- 1.6 Diesel
- Cylindrée (cc) : 1598
- Cylindres : 4
- Puissance (cv) : 134
- Puissance administrative (cv) : 6
- Couple maxi (Nm à tr/min) : 320/2000-2250 rpm,

- Réservoir (L) : 54,
- AV/AR : Freinage à disques (16")

B- PNEUMATIQUE

- Dimensions 215/65R17,
- Jantes : 7,0 Jx17"

C- DIMENSIONS

- Longueur (mm) : 4510,
- Largeur (mm) : 1865,
- Hauteur (mm) : 1650,
- Empattement (mm) : 2680,

D- SÉCURITÉ

- Airbags frontaux : Conducteur et passager
- Airbags rideaux et latéraux
- ABS : Système antiblocage des roues
- ESC : Contrôle de la stabilité électronique
- DBC : Contrôle dynamique des freins
- HAC : Aide au démarrage en côte
- TSA : Contrôle électronique du balancement de la remorque
- Allumage automatique des phares
- Feux antibrouillards arrière
- Régulateur & limiteur de vitesse

E- CONFORT & FONCTIONNALITES

- Démarrage moteur à distance
- Smart Key avec bouton Start
- Drive mode select
- Frein de stationnement électrique avec fonction autohold
- Climatisation automatique bi-zone
- Aérateurs arrière de climatisation pour passagers arrière
- Rétroviseurs chauffants réglables et rabattables électriquement
- Vitres avant et arrière électriques avec fonction anti-pincement
- Aide au stationnement avant/arrière
- Pare-brise acoustique
- Caméra de recul avec ligne de guidage dynamique

F- SYSTÈME MULTIMEDIA

- Ecran tactile 12,3" multimédia compatible Android

- Bluetooth avec reconnaissance vocale
- Chargeur sans fil
- 4 Ports chargeur USB type C
- 2 Prises de courant console & Coffre

Prix n° 3 : Quatre (04) Véhicules de tourisme SUV Diesel sans chauffeurs, et sans carburant et lubrifiant

G- Motorisation:

- 1.6 Diesel
- Cylindrée (cc) : 1598
- Cylindres : 4
- Puissance (cv) : 134
- Puissance administrative (cv) : 6
- Couple maxi (Nm à tr/min) : 320/2000-2250 rpm,
- Réservoir (L) : 54,
- AV/AR : Freinage à disques (16")

H- PNEUMATIQUE

- Dimensions 215/65R17,
- Jantes : 7,0 Jx17"

I- DIMENSIONS

- Longueur (mm) : 4510,
- Largeur (mm) : 1865,
- Hauteur (mm) : 1650,
- Empattement (mm) : 2680,

J- SÉCURITÉ

- Airbags frontaux : Conducteur et passager
- Airbags rideaux et latéraux
- ABS : Système antiblocage des roues
- ESC : Contrôle de la stabilité électronique
- DBC : Contrôle dynamique des freins
- HAC : Aide au démarrage en côte
- TSA : Contrôle électronique du balancement de la remorque
- Allumage automatique des phares
- Feux antibrouillards arrière
- Régulateur & limiteur de vitesse

K- CONFORT & FONCTIONNALITES

- Démarrage moteur à distance
- Smart Key avec bouton Start
- Drive mode select
- Frein de stationnement électrique avec fonction autohold
- Climatisation automatique bi-zone
- Aérateurs arrière de climatisation pour passagers arrière
- Rétroviseurs chauffants réglables et rabattables électriquement
- Vitres avant et arrière électriques avec fonction anti-pincement
- Aide au stationnement avant/arrière
- Pare-brise acoustique
- Caméra de recul avec ligne de guidage dynamique

L- SYSTÈME MULTIMEDIA

- Ecran tactile 12,3" multimédia compatible Android
- Bluetooth avec reconnaissance vocale
- Chargeur sans fil
- 4 Ports chargeur USB type C
- 2 Prises de courant console & Coffre

Prix n° 4 : Un (01) Véhicule Monospace Diesel sans chauffeurs et sans carburant et lubrifiant

A- Motorisation:

- 2,2 L
- Cylindrée (cc) : 2199
- Cylindres : 4
- Puissance (cv) : 177
- Puissance administrative (cv) : 9
- Nombres de places : 9
- Réservoir (L) : 75 L

B- PNEUMATIQUE

- Dimensions 215/55R18
- Jantes : 7.0 J*18

C- DIMENSIONS

- Longueur (mm) : 5253
- Largeur (mm) : 1997
- Hauteur (mm) : 1990
- Empattement (mm) : 3273

D- SÉCURITÉ

- Airbags frontaux et latéraux
- ABS : système antiblocage des roues
- ESC : contrôle de la stabilité électronique
- DBC : contrôle dynamique des freins
- HAC : aide au démarrage en côte
- Allumage automatique des phares
- Régulateur de vitesse et limiteur de vitesse
- TPMS : Système de contrôle de la pression des pneus
- Roue de secours complète
- Direction assistée motorisée
- Fermeture centralisée des portes
- Alertes de présence des passagers arrière

E- CONFORT

- Sélecteur de vitesse à commande électrique (E-Shift by Wire)
- Smart Key avec bouton Start
- Drive mode select
- Palettes au volant
- Frein de stationnement électrique
- Climatisation automatique Avant et arrière intégrale
- Sièges arrière pivotantes

M- SYSTÈME MULTIMEDIA

- Ecran tactile 8" multimédia compatible Android
- Bluetooth avec reconnaissance vocale
- Chargeur sans fil
- Chargeur USB
- Prise de courant console

N.B : Toutes les voitures doivent être dotées d'une date de mise en circulation en 2024 ou l'année 2025, avec un kilométrage maximum de 20 000 km.

ARTICLE II -35 : LES PRESTATIONS ACCESSOIRES ET COMPLEMENTAIRES

A- Entretien et véhicules de remplacement

La prestation entretien couvre l'ensemble des opérations de maintenance et de réparation des véhicules selon les clauses et conditions énoncées ci-après :

- ✓ Conditions préalables :

Pour bénéficier de la prise en charge de la maintenance :

Tous les travaux d'entretien et de réparations doivent être réalisés exclusivement dans les garages du prestataire, ou dans les garages agréés par ce dernier, ou chez un concessionnaire ou un agent de la marque des véhicules considérés, conformément à la liste communiquée au maître d'ouvrage.

✓ Prestations incluses :

Sont couvertes les prestations suivantes :

- Les révisions périodiques préconisées par le constructeur ;
- Les appoints d'huile et de liquide de refroidissement nécessaires au maintien des niveaux entre deux opérations de maintenance ;
- Les contrôles techniques obligatoires du véhicule, ainsi que les opérations de remise en état qui seraient prescrites à la suite des dits contrôles ;
- Le remplacement des garnitures, cylindres de roues et des tambours ;
- Les balais d'essuie-glace selon les recommandations des constructeurs ;
- Le filtre à pollen dans le cadre des révisions prescrites par le constructeur ;
- Le remplacement des ampoules de l'éclairage extérieur et intérieur ;
- Le remplacement de la batterie de démarrage ;
- Le remplacement des fusibles défectueux ;
- La réparation ou le remplacement du compteur kilométrique et ou de vitesse ;
- Le prestataire doit obliger de respecter le plan des révisions périodiques du constructeur
- Kilométrage illimité
- Tableau des opérations d'entretiens à effectuer par le prestataire :

Désignation	Kilométrage de l'entretien (maximum)
Vidange	10 000 km
Amortisseurs	60 000 km
Chaine de distribution	70 000 km
Parallélisme et équilibrage	50 000 km
Changement des filtres (air, huile, gasoil)	10 000 km
Disques de frein et plaquette de frein	40 000 km
Révision générale	40 000 km
Pneumatique	50 000 km
Kit d'alternateur - Kit de distribution – Tendeur	70 000 km

Le maître d'ouvrage peut modifier ce planning en fonction du plan/manuel d'entretien du constructeur fourni certifié par le prestataire.

1) Entretien préventifs :

Le prestataire doit maintenir chaque véhicule en parfait état de fonctionnement, en effectuant l'ensemble des interventions préventives nécessaires conformément aux recommandations du constructeur, consignées dans le guide d'entretien. Ces interventions comprennent :

- Vidange et emplacement des lubrifiants filtres ;
- Parallélisme et équilibrage ;
- Changement des pièces d'usure, courroie ;
- Réparation des crevaisons.

À chaque opération d'entretien préventive le prestataire procédera au contrôle technique des pièces et relèvera le kilométrage parcouru, pour déterminer les dates prévisionnelles du changement des pièces d'usures. Ces dates doivent être communiquées dans le reporting périodique adressé au maître d'ouvrage. Les véhicules doivent être contrôlés périodiquement.

2) Entretien curatif

A la suite d'un accident ou d'anomalie constatée sur le véhicule, le maître d'ouvrage informera le prestataire par fax, téléphone, Email ou tout autre moyen garantissant une date certaine, à la réception de la notification, le prestataire devra :

- Prendre en charge le véhicule pour réparation dans un délai maximum de 24 heures ;
- Fournir un véhicule de remplacement équivalent afin d'assurer la continuité des services du maître d'ouvrage.

Les opérations d'entretien doivent être effectuées par des réparateurs agréés, garantissant la réparation selon les normes du constructeur. Le Titulaire reste toujours responsable de la qualité de la réparation effectuée. A cet effet, il doit disposer d'un réseau de réparateurs propres ou conventionnés dans les grandes villes et en particulier dans les villes chefs-lieux des régions du Royaume à savoir : Laayoune, Agadir, Beni-Mellal, Marrakech, Casablanca, Rabat, Tanger, Fès, Errachidia et Oujda (fournir tableau des garagistes agréés).

3) Prestations Pneumatiques :

Le prestataire prend en charge les dépenses liées au remplacement des pneumatiques : pose, repose, équilibrage. Le type de pneumatiques est choisi par le maître d'ouvrage.

A défaut d'usure prématurée, les pneus doivent être remplacés tous les 50 000 Km ;

Les remplacements de pneumatiques sont effectués à l'initiative de maître d'ouvrage et sous sa responsabilité lorsque leur état d'usure le nécessite.

Le prestataire est tenu de jouer le principe de mutualité dans le changement des pneus.

4) Prestation Assistance :

La prestation Assistance permet au maître d'ouvrage de disposer d'une aide d'urgence lors d'un incident imprévisible et de lui fournir une solution provisoire.

Le prestataire est tenu d'assurer au maître d'ouvrage une assistance vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24/24) et sept jours sur sept (7j/7).

Le service d'assistance devra assurer le remorquage des véhicules en panne/sinistrés au plus proche garage, représentant ou concessionnaire conventionné. Dans ce cas, le prestataire devra prévoir un véhicule de remplacement dans les 24 heures qui suivent la déclaration de l'incident.

Le détail de la prestation Assistance est rappelé dans le Manuel d'Assistance remis au maître d'ouvrage le jour de la livraison.

Il appartient au maître d'ouvrage de faire appel directement à l'assistance et informer au préalable le prestataire pour actionner la procédure d'assistance. Les coordonnées de l'assistance sont rappelés dans la carte d'assistance remise au maître d'ouvrage le jour de la livraison. En cas de non intervention, le prestataire est tenu d'intervenir par ses propres moyens et à sa charge.

Le prestataire devra mettre à la disposition des utilisateurs du maître d'ouvrage, une Hotline pour répondre aux appels en cas de panne ou de sinistre.

La Hotline devra être opérationnelle pendant les week-ends et les jours fériés, et en dehors de l'horaire de travail administratif. A défaut, un numéro GSM, d'un agent habilité à prendre les décisions nécessaires en cas de panne ou de sinistre pendant la nuit, en week-end, ou en jour férié, devra être communiqué au maître d'ouvrage (Dépannage, Véhicule de remplacement, etc.)

5) Gestion de remplacement :

Cette prestation assure au maître d'ouvrage, pendant la durée d'immobilisation du véhicule, vol, incendie, le bénéfice de la mise à disposition d'un véhicule de remplacement. Ci-après les modalités d'affectation du véhicule de remplacement :

- La demande de remplacement est matérialisée soit par fax, lettre recommandée, email ou tout autre moyen de communication susceptible de donner date certaine et de justifier sa réception par son destinataire envoyé par le maître d'ouvrage.
- En cas de panne/sinistre : Le délai de la réparation de la panne /sinistre ne doit pas dépasser les 24 heures. L'affectation du véhicule de remplacement doit être effectuée dans un délai ne dépassant pas 08 heures, pour les remplacements sur Rabat, Casa, Fès, Meknès, Marrakech, Oujda, Agadir, Settat et Tanger. Pour les autres destinations, le délai de remplacement est fixé en fonction de la distance kilométrique entre la ville la plus proche citée ci-dessus et le lieu de la panne ou de l'accident et ce, à raison de 60 Km/Heure.

- Le prestataire doit à tout moment remplacer les véhicules loués par des véhicules strictement identiques ou à un niveau de gamme plus élevé suite à une immobilisation dépassant 24 heures de réparation.
- A la restitution, le véhicule est examiné, un procès-verbal de réception est établi et signé par le maître d'ouvrage et le prestataire.
- Le procès-verbal de réception fait mention du kilométrage enregistré par le compteur au jour de la restitution.
- Le maître d'ouvrage s'engage à utiliser le véhicule de remplacement conformément aux présentes conditions.
- Le véhicule de remplacement doit être livré avec le plein de carburant et tous les documents et papiers, accessoires, nécessaires et préalables à la mise en circulation.
- En cas de sinistre, accident, vol, incendie rendant le véhicule inutilisable matérialisé par un procès-verbal de l'expert aux frais du prestataire,

Le prestataire fournira à sa charge un véhicule de remplacement pour une période ne pouvant excéder quinze jours (15 jours), pour toute immobilisation d'une durée supérieure à vingt-quatre (24) heures consécutives, résultant :

- Des réparations nécessaires consécutives à une panne mécanique ;
- De l'entretien et de la réparation pour usure normale du véhicule de location conformément aux révisions prévues dans le carnet d'entretien ;
- Des réparations nécessaires consécutives à un accident ;

B- Franchise sinistre :

Quel que soit la nature du sinistre, vandalisme compris, la franchise est censée être incluse dans l'offre de base figurant au bordereau des prix, et en aucun cas, elle ne devra être imputé au maître d'ouvrage.

C- Assurance :

Le prestataire est tenu de contracter, à sa charge, pour chaque véhicule loué, une assurance couvrante, dès le début du marché et pendant toute la durée du marché, tous les risques inhérents à l'utilisation des véhicules, en l'occurrence les risques relatifs à : bris de glaces, Vol, Responsabilité civile, Incendie, Accidents de la circulation, Garantie conducteur et personnes transportées (5 personnes au total y compris chauffeur), assistance juridique.

Le prestataire devra intégrer une assistance

Les polices d'assurances sont à renouveler annuellement et ce, pendant la durée du marché.

D- Reporting

Le prestataire devra adresser au représentant du maître d'ouvrage, un rapport relatif au suivi des véhicules en location durant la période considérée de chaque mois

Ce rapport devra contenir au minimum les informations suivantes :

- Etats des immobilisations ;
- Interventions dans le cadre des entretiens préventifs
- Réparations et entretiens effectuées par véhicules
- Alertes d'entretiens et des visites techniques

E- Restitution des véhicules

Le véhicule devra être restitué au lieu fixé par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage avise le prestataire de la date et le lieu effectif de restitution du véhicule.

Le véhicule ne devra avoir subi aucune modification mécanique ou de carrosserie exceptée celles réalisées par les garagistes agréés par le prestataire.

A la restitution, le véhicule est examiné et un PV de restitution est établi et signé par le maître d'ouvrage et le prestataire.

F- Utilisation des véhicules :

Le maître d'ouvrage s'engage à utiliser les véhicules en se conformant aux dispositions du code de la route et des textes en vigueur, ainsi qu'aux impératifs techniques indiqués par le constructeur dans la fiche technique et les notices remis avec chaque véhicule.

Le maître d'ouvrage demeure seul responsable des amendes et poursuites judiciaires établis contre lui occasionnés par l'utilisation des véhicules loués par les personnes lui appartenant.

ARTICLE II 36 : TACHES ET QUALIFICATIONS DES CHAUFFEURS

A- Effectif des chauffeurs :

L'effectif total des chauffeurs à mettre à disposition du maître d'ouvrage est de trois (03) chauffeurs.

B- Tâches des chauffeurs :

Les chauffeurs seront chargés des tâches suivantes :

- Assurer le transport des personnes et des biens sur un lieu donné sur tout le territoire du Royaume avec des véhicules mis à disposition.
- Assurer les déplacements en dehors des horaires de travail ainsi que les jours fériés, si nécessaire dans le respect des dispositions du Code du travail. Pour ce faire, un système de rotation sera instauré afin de garantir la continuité du service, tandis que tout déplacement effectué en dehors de l'horaire normal devra être indemnisé par le prestataire.
- Veillez sur l'état mécanique du véhicule et sur son entretien courant et son nettoyage de l'intérieur et de l'extérieur ;

C- Qualifications et expérience requises des chauffeurs :

- Les chauffeurs mis à la disposition du maître d'ouvrage doivent remplir les conditions ci-après :
- Disposer d'un permis de conduire catégorie B ;
- Avoir de l'expérience en tant que chauffeur ;
- Connaissance de l'arabe et du français ;
- Avoir un casier judiciaire vierge ;
- Avoir une grande connaissance de la ville de Rabat, de l'appellation de ses quartiers, de ses rues et de ses circuits de circulation. Il doit donc être en mesure de savoir les itinéraires les mieux adaptés à la situation et la localisation rapide des lieux ;
- Être présentable, courtois, efficace et professionnel dans ses relations avec le personnel et les visiteurs ;
- Respecter le code de la route,
- Agir dans le respect du secret professionnel et avoir une attitude réservée en particulier lors des missions organisées par le SECA. Il est tenu à une obligation de confidentialité et faire preuve de la plus grande correction.

Les dossiers des chauffeurs qui seront présentés au maître d'ouvrage doivent comprendre les

- Copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ;
- Copie certifiée conforme du permis de conduire dans la catégorie B ;
- Fiche anthropométrique ou extrait du casier judiciaire, en cours de validité ;
- CV détaillé accompagné éventuellement des attestations justifiant de l'expérience requise ;
- Un certificat médical délivré par un établissement public de santé justifiant son aptitude psychique et physique ;
- Attestation de scolarité.

D- Tenue de travail :

Le prestataire dotera son personnel deux (2) tenues de travail adéquate * (été et hiver) à la mission qui lui est confiée et veillera au respect de la propreté des chauffeurs mis à disposition du maître d'ouvrage.

* tenue : costume (veste + pantalon), chemise, cravate et chaussure,

* Quantité : 2 tenues par chauffeur.

E- Remplacement des chauffeurs

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de révoquer tous chauffeur indiscipliné ou ayant manqué de ses devoirs. Dans ce cas, le titulaire est tenu de remplacer dans un délai maximum de 24 heures par un autre chauffeur remplissant les mêmes conditions visées ci-dessus.

De même en cas d'indisponibilité de l'un des chauffeurs pour maladie ou autre empêchement, le prestataire est tenu de remplacer dans le même délai.

Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du prestataire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, celui-ci fournira une personne de qualification égale ou supérieure et soumettra son choix à l'approbation préalable du maître d'ouvrage, en accompagnant sa demande du curriculum vitae du remplaçant.

F- Rémunération des chauffeurs

❖ Salaire des chauffeurs

Le titulaire du marché est tenu d'exécuter le présent marché conformément à la législation du code de travail en vigueur.

A cet effet il s'engage à rémunérer les chauffeurs à mettre à disposition avec les véhicules avec le salaire minimum légal (SMIG) en vigueur, en plus de l'augmentation prévue de 10 % qui sera répartie sur les années 2025 et 2026.

Il s'engage également à faire bénéficier les chauffeurs de tous les avantages sociaux, notamment :

- La déclaration à la CNSS ;
- Le repos hebdomadaire et le congé annuel payé ;
- L'assurance contre les accidents de travail et la responsabilité civile.

❖ Remboursement des indemnités journalière aux chauffeurs :

Les chauffeurs sont appelés à effectuer des déplacements, en milieu urbain et en milieu rural, et ce pour environ 10 jours par mois en moyenne. A cet effet le prestataire aura donc en charge en plus de la rémunération des chauffeurs, **les frais inhérents à leurs déplacements (hébergement, nourriture et autres) et doit donc inclure ces frais dans son offre de prix à raison d'un montant minimum de 150 Dhs net / jours.**

La rémunération des chauffeurs est indépendante des sommes dues au prestataire

Le prestataire s'engage à les payer mensuellement pour ne pas affecter leur rendement.

CHAPITRE III: BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix Unitaire HT en DH (2)	Prix total annuel HT en DH (3)=(1) x(2)
1	Un (1) Véhicule de tourisme de luxe diesel sans chauffeur et sans carburant et lubrifiant	Jours	366		
2	Trois (3) Véhicules de tourisme SUV diesel <u>avec Trois (3) chauffeurs</u> , et sans carburant et lubrifiant	Jours	1098		
3	Quatre (4) Véhicules de tourisme SUV diesel sans chauffeurs, et sans carburant et lubrifiant	Jours	1464		
4	Un (01) Véhicule Monospace Diesel sans chauffeurs et sans carburant et lubrifiant	Jours	366		
				Total Hors TVA	
				Taux TVA (20 %)	
				Total TTC	

FAIT A....., LE.....

SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT

Quantité du (prix 1) = 366 *1

Quantité du (prix 2) = 366 * 3

Quantité du (prix 3) = 366 * 4

Quantité du (prix 4) = 366 * 1

Dernière page
Appel d'offres ouvert international
sur offres de prix n° 01/F/2025

OBJET : Location de véhicules avec et sans chauffeurs, sans fourniture de carburant et de lubrifiant, pour le compte du Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire en lot unique.

Pour un montant de (en chiffres et en lettres) :.....

PRESENTE PAR :


Chef de Service de Gestion
du Mobilier et de la Logistique
Loubna TATA

A....., **LE** :...../...../.....

LU ET ACCEPTE PAR :

(Le Prestataire)

LE MAITRE D'OUVRAGE :


Chef de la Division de la Gestion du Budget
et des Outils Généraux
Hajar CHEBAB

A..... **LE** :...../...../.....

A..... **LE** :...../...../.....

WISE PAR :

APPROUVE PAR :

A..... **LE** :...../...../.....

A..... **LE** :...../...../.....

